L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX No. 73 RUE DU CHANTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

MARDI MATIN, 2 FEVRIER.

Société Charitable des Pompiers de la Nouvelle-Orléans.

Le département des Pompiers au peuple de la Nouvelle-Orléans.

Une partie du peuple ayant mal compris la cause du différend auquel cette Société a été *obligée* de faire face par suite de la ligne de conduite *peu sage et inutile* qu'ont suivie ses Assureurs, nous avons cru devoir présenter à nos concitoyens un exposé de ce qui s'est passé.

La nécessité de cette exposition publique nous est en outre imposée comme mesure de défense, parce que des personnes aux intentions les plus intéressées se servent du différend pour cacher leurs desseins contre le département des pompiers de la Nouvelle-Orléans.

La question de l'efficacité de la machine Babcock a eu très peu de rapports avec les machinations des conspirateurs. Les faits ci-après démontreront qu'il n'y avait d'opposition, de la part du département, à l'usage de Babcock; qu'au moment où les Assureurs, profitant de la détresse, essayaient de dicter des conditions aux pompiers, ceux ci employaient les petites machines Babcock qui, d'ailleurs, étaient employées depuis près de *quatre ans*. Ils se servaient des grandes depuis dix mois.

En janvier 1874, les Assureurs demandèrent à la Société qu'il fût permis au département de faire l'essai de la grande machine Babcock afin que le Bureau de santé, par le rapport, eût subséquemment celle qu'il trouvait alors en ville et la placerait sous la surveillance du département.

Le 2 février 1874, à une réunion des délégués, le président de la Société fut chargé d'informer les Assureurs que la demande leur était accordée. Les forces furent prises de faire l'essai de l'appareil. Le Bureau adopta les résolutions ci-dessus par un vote de 32 contre 10. Avis en fut donné aux Assureurs.

Les forces commencèrent immédiatement et firent les préparatifs nécessaires. La machine devant être mise à l'épreuve par chaque compagnie, ordre numérique fut donné pour l'essayer à deux incendies. Les cinq premiers furent faits loyalement et étaient presque achevés lorsque surgit le différend actuel.

Le 12 octobre 1874, à une assemblée trimestrielle des délégués, M. A. Kalinski, délégué, soumit au Bureau une demande par écrit d'employer une ou plusieurs grandes machines Babcock. Les Assureurs désiraient que toutes les fois que les hommes devaient être membres du département et les machines devaient fonctionner sous la surveillance de l'ingénieur en chef. M. Kalinski fit savoir aux Assureurs l'avaient prié de faire cette demande.

M. Jas. I. Day, délégué du Louisiana House, et en sa qualité de président de la compagnie d'assurance Mutuelle du Sauvetage, membre du conseil des Assureurs, s'opposa à ce que la demande fût prise en considération, attendu que, n'étant *autorisé*, les Assureurs n'avaient rien de bien d'une manière officielle. Sur sa motion la question fut écartée.

On lut, à cette réunion, des rapports de treize fireman qui, à l'exception de deux, se prononcèrent favorablement sur l'utilité de la machine au commencement d'un incendie. Le secrétaire fut chargé d'en informer les Assureurs—ce qu'il fit.

Ces faits indiquent clairement ou en étaient les choses au mois d'octobre dernier. La petite machine Babcock avait été employée, pendant près de quatre ans, sans intimation ou interruption; la grande était à l'essai.

En novembre dernier, un comité fut chargé d'emprunter aux Assureurs une somme d'argent pour les pompiers, qui, faute de moyens, ne pouvaient servir la communauté plus longtemps. Les Assureurs donnèrent un comité de conférence.

Il y eut deux conférences. A la seconde séance on discuta la question d'ajouter une ou plusieurs machines Babcock au département. Le comité de la Société, par l'intermédiaire de son président, *fit un long exposé des diverses l'assurance qui, quand une demande formelle serait faite aux conférences proposées, serait favorable et un désir du conseil serait indubitablement adopté.*

M. Jas. I. Day, membre du comité d'Assurance et en qualité de délégué de la Société charitable des pompiers, confirma les assurances de notre président. Le comité d'assurance semble être satisfait et notre comité annonça aux délégués qu'il croyait que la somme nous fut prêtée.

Le comité d'assurance fit connaître à son conseil le résultat de notre conférence. Ce conseil chargea le secrétaire de s'assurer si chacune des Compagnies assumerait son pro rata de l'emprunt des $5000. La question des machines Babcock ne fut pas alors soulevée. Il s'écoula deux ou trois jours de retard très préjudiciable sans que les Assureurs répondissent à notre demande. Le département s'aperçut alors que le manque d'argent, le Président, à deux reprises différentes, prit M. Day de faire convoquer une réunion du conseil pour considérer l'emprunt.

La réunion eut enfin lieu et le résultat nous en fut officiellement communiqué sous la forme suivante:

"Il est résolu que quand le Département des Pompiers se sera décidé sur l'emploi d'une ou de plusieurs machines Babcock, les Assureurs prendront l'emprunt en considération."

La résolution fut lue aux délégués le 21 décembre 1874, elle créa naturellement de la surprise et souleva une grande indignation; elle était malfaisante, injuste, et après l'*assurance positive* donnée à notre comité, à la conférence, elle manquait étrangement de politesse. Nous nous prîmes avec modération.

Le bureau des délégués, pour préserver sa dignité et sa réputation, a voté promptement des résolutions ordonnant que les machines Babcock fussent retirées de service du département, que la demande d'emprunt fût considérée comme non avenue, et que le comité fût déchargé.

On doit maintenant rechercher pour comprendre combien peu était fondée la résolution du Bureau des Assureurs, *quant à la demande officielle aurait à avoir sur l'emploi de nouvelles machines* depuis que les machines Babcock au service, aux frais du Bureau des Assureurs, et sous la surveillance de l'ingénieur en chef.

Comme c'était un meeting officiel on ne pouvait prendre connaissance d'aucune autre affaire en dehors de celle qui était l'objet de la réunion, à moins que tous les membres présents y consentissent. Dispositions ayant été faite, la résolution, d'après le règlement, n'a pu être prise en considération.

Cette résolution, qu'on ne l'oublie pas, n'émane pas du Bureau des Assureurs, mais seulement d'un délégué de notre corps.

Au meeting du Bureau des Assureurs on est venu à la résolution dont nous nous plaignons. M. Day aurait qu'il fit déclarer notre réunion du mardi dernier, a expiré et qu'il Bureau pourquoi sa résolution n'avait pas été présentée à considération et a de nouveau exprimé sa conviction que la demande soumise pour ajouter de nouvelles machines Babcock au service serait accordée en temps et lieu.

On n'a jamais aucun compte d'assurance qu'il donnait ainsi. M. Day nous a dit faire un autre, à la réunion dont il s'agit plus haut, qu'il continuait la ligne de conduite tenue dans cette circonstance par le Bureau des Assureurs.

Considérons un moment la résolution votée sans délai par le Bureau des Assureurs.

D'abord, le fait est établi qu'il n'y avait pas de demande officielle pour ajouter de nouvelles machines Babcock à ses services, et que conséquemment il ne pouvait pas y avoir de refus.

En second lieu, il est également établi que les petites machines Babcock étaient employées depuis *quatre ans*, sans opposition, et la grande depuis six mois.

En troisième lieu, il est constaté qu'il n'a jamais été question d'en rappeler l'emploi, et qu'aucune mesure n'a été adoptée dans ce but.

En quatrième lieu, il avait été donné l'assurance au comité du bureau de la Assureurs, par des citoyens, du grande influence dans le Département des Incendies, qu'après le président de ce Département un serait opportun et de façon à ce que, il n'y aurait aucune difficulté pour obtenir la permission d'employer de nouvelles machines Babcock.

Conséquemment, la condition si étrangement jointe à notre demande pour un léger emprunt de remboursement du dit emprunt devant être exigé par les Compagnies d'assurance n'avait absolument aucun motif.

On ne pourra pas nous taxer de malveillance, si nous croyons découvrir dans la résolution un but différent qu'il y dissimule.

La résolution ne dit pas que si nous nous y conformons il sera fait droit à notre humble requête. Non, elle dit que "le Bureau *prononcera* sur la proposition de faire un prêt au Département des Incendies" se prononcer sur quoi? sur le prêt? C'était bien improbable, car à un moment du meeting nous apprenons que deux compagnies d'assurances seulement avaient signé la lettre de l'emprunt. Quelques unes avaient même refusé positivement de prendre une partie quelconque de l'emprunt.

De ces faits nous sommes non pas autorisés à conclure que le différend a été suscité pour cacher des desseins ultérieurs.

Nous attendons qu'ils se prononcent. S'il y a parmi ceux qui ont provoqué le désaccord des gens désirant un Département des Incendies *salarié*, qu'ils se démasquent. Le Département des Incendies *non salarié* est prêt à leur répondre.

Si ce sont les mêmes personnes qui, en 1871, ont donné au maire l'assurance positive que, dans le cas où le Conseil créerait un Département des Incendies salarié, le Bureau des assureurs fournirait l'argent pour acheter le matériel, qu'elles se fassent connaître sur place, a été déjà alors: il en serait de même aujourd'hui.

Nous avons la conscience d'avoir fidèlement lu mot n'exprime que très faiblement ce que nous avons fait) rempli nos devoirs dans l'exécution du contrat des incendies.

Nous l'avons fait à de très grands sacrifices pécuniaires. Notre perte directe pendant les six dernières années a été de $150,000.

Ayant ainsi rempli nos devoirs de bons citoyens, pendant les épreuves les plus cruelles qu'ait jamais traversées notre ville, ahtant les compagnies d'assurances à observer la source la plus sure et la plus profitable de leurs revenus—les primes d'incendie—les directeurs de ces institutions s'avisent de, par intérêt aucun pour un autre motif, être nos meilleurs amis; mais, chose étrange, plusieurs d'entre eux ont toujours nourri l'espoir que notre organisation serait abolie.

Pensant que nous possédons encore l'appui de nos concitoyens, nous continuerons à remplir nos devoirs avec impartialité et résolution ressolus.

I. N. MARKS, Président.

MEMOIRE AU CONGRES,
De la Chambre des Représentants de la Louisiane.

Au Sénat et à la Chambre des Représentants des Etats-Unis d'Amérique, réunis en Congrès.

La Chambre des Représentants de la Louisiane, organisée conformément aux lois de l'Etat, vous annonce respectueusement qu'elle s'est réunie au Capitole, le 4 janvier 1875, s'est organisée, d'une manière permanente, conformément à la loi, et que son Orateur et une majorité de ses membres ont été forcés de se retirer, par les troupes des Etats-Unis; voici les faits:

Le lundi, 4 janvier 1875, à midi, le greffier de l'ancienne Chambre appela les membres reconnus par le Bureau de retours; ils étaient au nombre de 106.

Cent onze constituent une Chambre complète. Après avoir lu le certificat du Secrétaire d'Etat, annexé à la liste, il déclara qu'un *quorum* était présent—56 étaient le nombre requis.

Sur motion de M. Billieu, de Lafourche, M. L. A. Wiltz, d'Orléans, présida en qualité d'Orateur pro tem.

M. Wiltz appela la Chambre à l'ordre. Le juge de paix Houston lui fit prêter le serment, et l'Orateur assermenta les membres que le Bureau avait reconnus.

M. P. J. Trezevant fut déclaré greffier pro tem., et M. E. Food sergent d'armes pro tem.

Des conservateurs et des républicains demandèrent une organisation permanente, mais par suite de la grande confusion qui régnait dans le moment, l'Orateur refusa d'écouter une motion quelconque avant que l'ordre fût rétabli.

La résolution suivante, présentée par M. Billieu, fut adoptée:

"Il est résolu que Jas. Bright Jr., de la paroisse Iberville; Chas. Schuler et John L. Scales, de la paroisse De Soto; C. C. Dunn, de la paroisse Grant, et Geo. A. Kelley, de la paroisse Winn,—sont déclarés membres de cette Chambre et ont droit à leurs sièges—sous la réserve qu'ils ne soient pas forcés d'en sortir, le droit de contestation.

Ces cinq membres, que le Bureau avait négligé d'annoncer et dont il avait soumis les titres à la Législature, furent assermentés et prirent leurs sièges.

Les républicains et les conservateurs donnèrent ensuite que la Chambre procédât à une organisation permanente.

L'Orateur annonça l'adoption de la motion.

M. L. A. Wiltz fut nommé par les conservateurs, MM. W. Hahn, et C. Lowell par les républicains. M. Lowell refusa de se laisser porter candidat.

M. Wiltz obtint la majorité nominal, (La liste était la même que celle de M. Vigers, à l'exception des susdits cinq noms qui y avaient été ajoutés.)

Les noms ayant été appelés, le greffier proclama le résultat suivant:

L. A. Wiltz	55,
W. Hahn	2,

En blanc.....

M. Wiltz vota en blanc.

Il ne sera vu aucune objection ni aucune dispute relativement au compte lorsque le vote fut annoncé. Plusieurs membres républicains se montrèrent alors disposés à quitter la salle et plusieurs autres en firent autant.

M. Wiltz prêta le serment. Les membres se précédèrent devant lui quatre par quatre et firent assermenter; ils étaient au nombre de 56, y compris MM. Baker, Drury, Hahn, Murrell et Thomas, républicains, qui restèrent dans la salle et participèrent aux délibérations après l'organisation permanente.

Une motion fut présentée et adoptée d'élire M. P. J. Trezevant, greffier en chef de Chambre et une autre motion fut faite et adoptée d'élire M. E. Flood sergent d'armes.

Ainsi fut effectuée l'organisation permanente de la Chambre des représentants, conformément à la Constitution de l'Etat de la Louisiane (Voir les articles 11, 20, 31 et 46 Constitution de l'Etat de la Louisiane, et la section 44 de la loi No. 58 de 1872) et en conformité à la loi et aux usages parlementaires.

L'Orateur annonça alors que la Chambre était prête à procéder à ses travaux, sur quoi avis de contestations d'élection furent donnés.

Sur motion de M. Dupré, d'Orléans, un comité de sept sur les élections et les retours fut nommé, il se composait de MM. Dupré, Pipes, Carlos, Young, Hammond, Hahn et Thomas.

Pendant que la Chambre procédait ainsi, un nombre additionnel de policemen avec une foule de personnes turbulentes étaient entrés dans la partie de la salle non réservée et avaient engagé des altercations menaçantes avec le sergent d'armes et ses dix assistants. Voyant que les sergents d'armes étaient en lutte avec la foule, l'orateur essaya de se procurer les services de sergents d'armes additionnels et, dans ce but, il adressa une note aux employés publics qui avaient la possession et le contrôle des portes barricadées de la maison d'Etat pour qu'ils permissent à cinquante citoyens d'être admis pour cet objet. La requête fut par écrit, fut refusée.

Vers une heure P. M., les désordres dans les couloirs devinrent sérieux et un conflit paraît imminent. Alors, afin d'éviter un conflit, le général De Trobriand, de l'armée des Etats-Unis, qui, quelque temps avant, était entré et avait occupé la maison d'Etat avec ses soldats, fut prié de venir et lorsqu'il entra, l'orateur lui adressa ces paroles:

"Général De Trobriand, à la requête des membres de la Chambre, je vous ai envoyé chercher pour dire que la Chambre des représentants de l'Etat de la Louisiane est organisée, avec moi comme Orateur permanent, et pour vous requérir, et vos ordres vous le permettent, de vouloir bien dire quelques mots aux spectateurs turbulents dans les couloirs et empêcher ainsi l'effusion du sang. Je sens et je sais que je puis maintenir la dignité de la Chambre, mais ce n'est pas mon désir ni celui des membres de la Chambre d'amener un conflit. Vous m'obligerez donc si vous voulez adresser quelques mots au public.

Le général De Trobriand se dirigea vers la galerie et parla à la foule qui se dispersa et l'ordre fut rétabli.

Après cette interruption, la Chambre procédait à ses travaux, le comité de contestations présenta son rapport, et sur ce rapport, les représentants dont les noms suivent furent assermentés et prirent leurs sièges comme membres.

John O'Quinn, de la paroisse des Avoyelles.

J. Horan, de la paroisse Caddo.

A. D. Land, de la paroisse Caddo.

Thos. R. Vaughn, de la paroisse Caddo.

J. L. Hires, de la paroisse Rapides.

R. L. Lockett, de la paroisse Rapides.

G. W. Stafford, de la paroisse Rapides.

Wm. F. Schwing, de la paroisse Iberville.

Pendant que la Chambre procédait tranquillement à ses travaux, vers trois heures après-midi, le général De Trobriand, accompagné de troupes des Etats-Unis, dans et autour de la maison d'Etat, entra dans la salle en uniforme, l'épée au côté, accompagné de deux officiers de son état-major et il dit à M. Vigers le précédent greffier de la Chambre, et s'adressa à l'orateur Wiltz en lui exhibant les documents dont voici les copies:

ETAT DE LA LOUISIANE,
Département de l'Exécutif,
Nouvelle-Orléans, 4 janvier 1875.

Au général De Trobriand.

Une assemblée illégale d'hommes ayant forcé l'entrée de la salle de la Chambre des représentants, et la police n'étant pas capable de les faire déloger, je requiers respectueusement que vous débarrassiez immédiatement la salle et la maison d'Etat de toutes les personnes non désignées comme membres légaux de la Chambre ou ses représentants par le bureau des retours de l'Etat.

W. P. KELLOGG, gouverneur.

ETAT DE LA LOUISIANE,
Département de l'Exécutif,
Nouvelle-Orléans, 4 janvier 1875.

Au général De Trobriand.

Le greffier de la Chambre, qui a en sa possession la rôle émis par le secrétaire d'Etat des membres légaux de la Chambre des représentants, vous désignera les personnes actuellement dans la salle des représentants, déclarées élues par le bureau légal des retours de l'Etat.

W. P. KELLOGG, gouverneur.

L'orateur refusa de permettre à la Vigers de lire ces documents, attendu qu'il n'était pas le greffier de la Chambre et à la requête du général De Trobriand ils furent lus par son adjudant.

L'orateur Wiltz demanda alors au général de Trobriand: "Avez-vous soumis ces documents au général Emory?"

Le général de Trobriand—Non, mais je suppose que des copies lui ont été envoyées.

L'Orateur Wiltz: "Général, je désire vous dire que, depuis notre organisation, nous avons admis et assermenté cinq membres des paroisses référées qui ont pris leurs sièges; ces cinq membres doivent-ils être expulsés?"

Le général de Trobriand: "Je ne suis qu'un soldat, voilà mes ordres. Je ne puis entrer dans l'examen de cette question". Le général déclara, en outre, que ses instructions étaient d'obéir aux ordres du gouverneur Kellogg.

L'Orateur Wiltz: "Je vous remercie, général, comme gentilhomme et homme de soldat mais j'ai, comme vous, un devoir à remplir, que je dois à mon Etat, c'est de maintenir la dignité et l'intégrité de ma position comme Orateur de la Chambre des représentants. Il faudra que la force soit employée, avant que je vous permette d'exécuter vos ordres."

Sur le refus de l'Orateur Wiltz et de M. Trezevant, le greffier, de lui désigner les personnes et sur le refus de l'Orateur Wiltz de permettre à M. Vigers d'appeler le rôle dans le but d'identifier les membres, alors Hugh J. Campbell et T. C. Anderson adressèrent le général de Trobriand à identifier les membres qui devaient être expulsés. Le général de Trobriand ordonna alors à ses soldats armés et la baïonnette au bout du fusil, d'entrer dans la salle, et s'approcha successivement des membres occupant leurs sièges savoir: MM. O'Quinn, Vaughn, Stafford, Jeffries, Lockett, Kelly, Dunn, Horan et Land et, un par un, il les fit emmener hors de la salle par ses soldats, après que chacun de ces messieurs, se levant à sa place, eût fait sa protestation solennelle au nom de ses constituants contre cette expulsion illégale.

Ces représentants ont donc été ignominieusement arrêtés, et, malgré leur protestation publique et leur appel à l'Orateur et à la Chambre pour être protégés, protestation que ni l'un ni l'autre ne pouvaient donner—ont été arrachés de leurs sièges et expulsés violemment de l'enceinte de la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, à la pointe de la baïonnette, par des officiers et des soldats de l'armée des Etats-Unis.

Le général de Trobriand a expulsé ensuite le greffier, a suspendu les travaux de la Chambre, et, pour y arriver, a mené un peloton de soldats jusqu'au fauteuil de l'Orateur. Celui ci n'est alors levé et a harangué la Chambre dans les termes suivants:

"Comme Orateur légal de la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, je proteste contre cette invasion de notre enceinte par les soldats des Etats-Unis, venus ici avec des mousquets chargés et la baïonnette au bout du fusil. Nous avons vu nos collègues arrachés du sein de cette assemblée par la force des armes et mis à la porte en dépit de leurs solennelles protestations; nous avons vu un peloton de soldats pénétrer dans les couloirs de la Chambre des Représentants de la Louisiane; nous avons protesté contre cet acte au nom d'un peuple jadis libre.

"Au nom de l'Etat de la Louisiane foulé aux pieds, j'élève encore encore la voix pour protester solennellement. Messieurs, le fauteuil de l'Orateur de la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, est environné de troupes des Etats-Unis; l'enceinte de la Chambre des Représentants est au pouvoir de forces armées, et j'invite les Représentants de l'Etat de la Louisiane à se retirer d'elle avec moi!"

L'Orateur Wiltz a quitté alors l'enceinte, suivi de tous les représentants conservateurs, la salle restant au pouvoir des soldats.

Si nous sommes entrés dans ces détails et si nous avons insisté sur le renversement d'un Etat souverain par des soldats fédéraux, sur son abaissement à l'état de province, c'est afin d'éclairer les autres Etats et de leur faire comprendre que leurs propres libertés peuvent être supprimées par les mêmes moyens.

Nous disons solennellement au peuple américain jaloux de ses libertés, que l'exemple de la puissance militaire dispersant les représentants de la Louisiane, peut servir de précédent et conduire à son perpétuel asservissement et à celui de ses descendants, si, dans cette heure d'épreuve, environné comme nous le sommes des ruines de la liberté constitutionnelle, il nous abandonne à notre destin.

Le tout vous est respectueusement soumis.

J. Aldigé,	G. W. R. Bayley,
E. Billieu,	J. A. Blaffer,
E. E. Booth,	E. J. Bower,
Jas. Brice, Jr.,	G. P. Burkhardt,
C. Byrne,	E. A. Carmouche,
W. W. Caplor,	O. L. Collins,
J. A. Delblanc,	C. G. Dohmmer,
C. C. Dunn,	G. W. Dupré,
B. Edwards,	R. P. Edwards,
B. C. Elliott,	L. D. Estilette,
J. A. Gilmore,	J. H. Hammond,
G. L. Hall,	J. J. Horan,
J. Jeffries,	S. Joure,
T. J. Johnson,	G. A. Kelly,
W. B. Kemp,	Chas. Kimmell,
A. D. Lafargue,	A. D. Land,
R. S. Luckett,	A. A. Maginnis,
J. L. Matthews,	T. E. Meredith,
H. C. Mitchell,	M. McAlpine,
W. McGee,	A. D. Nunez,
J. O'Quinn,	G. Pascal,
W. R. Pipes,	G. W. Richardson,
C. Romero,	J. S. Scales,
J. K. Schwing,	C. H. Schenck,
C. Schuler,	D. W. Self,
C. F. Seaman,	M. Solitski,
W. P. Smith,	G. W. Stafford,
R. B. Walters,	Y. Vidrine,
G. D. Wells,	C. L. Walker,
	Jas. Webb,
	L. A. Wiltz,
	J. Young.

Les deux Législatures.

Nous donnons ci-dessous le tableau comparé des deux listes de la législature, l'une d'après les retours réels de l'élection, l'autre d'après le travail frauduleux de manipulation du Bureau des retours. La première liste comprend 10 sénateurs démocrates et 8 républicains, 70 représentants démocrates et 38 républicains (non compris les deux de Carroll). La seconde liste comprend 10 sénateurs républicains et 8 démocrates, 53 représentants démocrates et 25 républicains. Le Bureau a référé à la législature quatre paroisses donnant 5 représentants. Il y a en tout 111 sièges. Cinquante-six membres sont nécessaires pour faire un quorum.

SÉNATEURS D'ETAT.

	1er Dist. Fait	
J. H. Gresyer, D	7[illegible]	7[illegible]
W. L. Kelly, D	7[illegible]	7[illegible]
W. D. Ogden, D	7[illegible]	7[illegible]
J. J. Langhorne, R	6[illegible]	6[illegible]
C. W. Lowell, R	6[illegible]	6[illegible]
C. E. Smith, R	5[illegible]	5[illegible]
	2ème District.	
E. D. White, D	7[illegible]	7[illegible]
J. Lanauze, R	6[illegible]	6[illegible]
	3ème District.	
W. H. Green, D	7[illegible]	5[illegible]
Thomas Carey, R	6[illegible]	6[illegible]
	4ème District.	
J. B. Eustis, D	7[illegible]	6[illegible]
J. F. Buchanan, R	6[illegible]	6[illegible]
	5ème District.	
Dumont, R	1[illegible]	1[illegible]
R. B. Wickham, D	1[illegible]	1[illegible]
H. Mahoney, R	1[illegible]	1[illegible]
	6ème District.	
R. H. Chalbourn, R	6[illegible]	6[illegible]
R. M. Turnbull, D	6[illegible]	5[illegible]
J. Hall, R	6[illegible]	6[illegible]
	7ème District.	
Pierre Lafaure, D	7[illegible]	5[illegible]
Geo. E. Bovee, R	6[illegible]	6[illegible]
	8ème District.	
F. S. Goode, D	6[illegible]	6[illegible]
Oscar Dubuzet, R	6[illegible]	4[illegible]
	9ème District.	
Wm. A. Robertson, D	6[illegible]	5[illegible]
John J. Gardner	2[illegible]	2[illegible]
Geo. H. Wells	6[illegible]	6[illegible]
W. H. Kirkman	7[illegible]	7[illegible]
	10ème District.	
John B. Rieux, D	3[illegible]	3[illegible]
John Hair	3[illegible]	3[illegible]
P. V. D. Haggerman	[illegible]	3[illegible]
	11ème District.	
J. H. Burch, R	3[illegible]	3[illegible]
R. T. Young	3[illegible]	3[illegible]
	12ème District.	
F. F. Allain, R	4[illegible]	3[illegible]
S. J. King	3[illegible]	3[illegible]
M. Mahler	3[illegible]	3[illegible]
	13ème District.	
David Young, R	[illegible]	3[illegible]
A. B. Irvin	3[illegible]	1[illegible]
	14ème District.	
J. A. Ida, R	3[illegible]	3[illegible]
J. H. Brigham	1[illegible]	1[illegible]
Joseph C. Benham, R	2[illegible]	2[illegible]
	15ème District.	
A. B. George, D	3[illegible]	3[illegible]
J. B. Harper	3[illegible]	3[illegible]
	16ème District.	
T. S. Elam, D	3[illegible]	3[illegible]
B. M. Trichell	3[illegible]	2[illegible]

REPRÉSENTANTS.

	Elus réellement.	Bureau des retours.
	Orleans.	
A. A. Maginnis, D		A. A. Maginnis, D
Edw. Booth, D		Edw. Booth, D
G. T. Hall, D		G. T. Hall, D
W. J. Hammond, D		W. J. Hammond, D
G. W. Schuyler, D		G. W. Schuyler, D
W. R. Koontz, D		K. W. Koontz, D
A. Gilmore, D		J. A. Gilmore, D
Chas. Dyer, D		Chas. Dyer, D
Clem. L. Walker, D		Clem. L. Walker, D
C. D. Aldige, D		C. D. Aldige, D
M. Solitski, D		M. Solitski, D
Chas. Roman, D		Chas. Roman, D
G. Pascal, D		G. Pascal, D
G. W. Dupré, D		G. W. Dupré, D
J. B. Jourdain, R		J. B. Jourdain, R
A. B. Burkhart, D		A. B. Burkhart, D
C. F. Seaman, D		C. F. Seaman, D
J. A. Wiltz, D		J. A. Wiltz, D
J. A. Delblanc, D		J. A. Delblanc, D
J. A. Blaffer, D		J. A. Blaffer, D
Chas. Kimmel, D		Chas. Kimmel, D
G. W. L. Bailey, D		G. W. L. Bailey, D
E. J. Bower, D		E. J. Bower, D
R. C. Elliot, D		R. C. Elliot, D
John Fischer, R		John Fischer, R
	Ascension.	
G. H. Hill, R		G. H. Hill, R
Lewis Butler, R		Lewis Butler, R
	Assomption.	
R. R. Beasley, D		George Drury, R
F. H. Degas, D		R. Pandexter, R
	Avoyelles.	
A. D. Lafargue, D		A. D. Lafargue, D
John O. Quinn, D		J. J. Bonet, R
	Bienville.	Référé à la Législature.
James Brice, D		
	Bossier.	
L. W. Baker, R		L. W. Baker, R
S. Thomas, R		S. Thomas, R
	Baton Rouge, E.	
E. D. Triplett, R		E. D. Triplett, R
W. G. Lafee, R		W. G. Lafee, R
Jos. Wilson, R		Jos. Wilson, R
	Baton Rouge, O.	
F. A. Woods, R		F. A. Woods, R
	Caddo.	
A. Paglano, D		A. B. Levisee, R
F. R. Vaughn, D		C. W. Keatley, R
John J. Horan, D		T. Johnson, R
	Caldwell.	
T. F. Meredith, D		T. F. Meredith, D
	Carroll.	
Pas compris		Chas Sartain, R
		F. Jones York, R
	Calcasieu.	
G. W. Robinson, D		G. W. Robinson, D
	Cameron.	
E. A. Burr, D		E. A. Burr, D
	Claiborne.	
John Young, D		John Young, D
H. C. Mitchell, D		H. C. Mitchell, D
	Concordia.	
J. Randall, R		J. Randall, R
Wm. Ridgely, R		Wm. Ridgely, R
	Catahoula.	
R. R. Walters, D		R. F. Waters, D
	De Soto.	Référé à la Législature
J. L. Scales, D		
Charles Spicer, D		
	Est Feliciana.	
W. H. Pipes, D		W. H. Pipes, D
H. R. Ray, R		H. R. Ray, R
	Ouest Feliciana.	
J. W. Armstead, R		J. W. Armstead, R
	Franklin.	
J. L. Mathews, D		J. L. Mathews, D
	Grant.	
C. C. Dunn, D		Référé à la Législature
	Iberia.	
W. F. Schwing, D		J. A. Sauer, R
	Iberville.	
J. Carille, R		J. A. Carille, R
J. O. Davidson, R		J. O. Davidson, R
	Jackson.	
E. E. Kidd, D		Whitefield Hood, D
	Jefferson.	
F. A. Hubean, R		F. A. Hubean, R
C. W. Lowell, R		C. W. Lowell, R
J. F. Parker, R		J. F. Parker, R
	Lafayette.	
M. T. Martin, D		M. T. Martin, D
	Lafourche.	
J. S. Billie, D		J. S. Billie, D
T. J. Johnson, D		T. J. Johnson, D
	Livingston.	
G. D. Wells, D		G. D. Wells, D
	Lincoln.	
Seaborn Jones, D		Seaborn Jones, D
	Madison.	
Wm. Murrell, R		Wm. Murrell, R
	Morehouse.	
F. M. Grant, R		F. M. Grant, R
	Natchitoches.	
H. Raby, R		H. Raby, R
E. L. Pierson, R		E. L. Pierson, R
	Ouachita.	
D. C. Hill, R		D. C. Hill, R
W. F. Southard, R		W. F. Southard, R
	Plaquemines.	
A. Milon, R		A. Milon, R
	Pointe Coupée.	
Emile Honoré, R		Emile Honoré, R
Milton Jones, R		Milton Jones, R
	Rapides.	
O. M. Stafford, D		John De Lacy, R
Jas. Jeffries, R		Jos. Connaughton, R
R. L. Lockett, D		A. M. Crawford, R
	Rivière Rouge.	
E. W. Dewees, R		E. W. Dewees, R
	Richland.	
R. F. Edwards, D		M. F. Edwards, D
	Sabine.	
D. W. Self, D		D. W. Self, D
	St. Bernard.	
R. F. Guichard, R		R. F. Guichard, R
	St. Charles.	
M. Hahn, R		M. Hahn, R
	St. James.	
O. F. Hunsecker, R		O. F. Hunsecker, R
V. Dickerson, R		V. Dickerson, R
	St. Jean Baptiste.	
Henry Demas, R		Henry Demas, R
	St. Hélène.	
O. L. Collins, D		O. L. Collins, D
	St Landry.	
E. D. Estillette, D		E. D. Estillette, D

SPECTACLES, BALS, &c.

ACADEMIE DE MUSIQUE
DE NOUVELLE

Les grands Lingard

Mlle. Alice Grandjean, Mlle. Sidney Lingard et M. Horace Lingard.

dans un acte intitulé

PIÈCES DE SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRES.

Lundi et Mardi—1er et 2 février. Premières représentations, Nouvelle-Orléans, de la pièce de Drame, intitulée

DIANE.

Mercredi—Jour de fête, 3 février, la pièce en vogue à Paris, intitulée:

CHARITY.

Vendredi, Samedi et Dimanche,
Mardi gras, Mercredi des Cendres.

Cinquième et dernière semaine du brillant Opéra-Bouffe-Comique Mardi Gras 9 février 1875, sera les auspices de la troupe française engagée. Les invitations pour cette représentation seront données au contraire. S'adresser au contrôle, M. Short.

Théâtre des Variétés.

Directeur.....JNO. E. OWENS.
Contrôleur.....THOS. HAMILTON.

Le comédien distingué,
JOHN E. OWENS.
jouera six soirs de suite et remplira les grands rôles qui ont fait sa réputation.
Retour de la Troupe Dramatique.
LUNDI et MARDI soir, les 1er et 2 février: MERCREDI, à la matinée,
SELF.
Comédie américaine de Mme Bateman.
MERCREDI soir,
HAPPIEST DAY OF MY LIFE
31 janv. SOLON SHINGLE.

NEW ORLEANS SAVINGS INSTITUTIO
16 rue du Conal.

DIRECTEURS:
Dr. W. Newton Mercer.

L. F. Genella,	David Urquhart,
George Jones,	John S. Gaines,
Thomas A. Adams,	Carl Kohn,
Thos. Allen Clarke,	Christian Schneider,
Chas. J. Labatt,	Samuel Jamison.

Intérêts sur les dépôts.

L. F. GENELLA, Président.
CHAS. KIELBLAW, Trésorier. Secrétaire.

ASSURANCE SUR LA VIE.
New York Life Insurance Company.
(ETABLIE EN 1845.)

Actif.....$25,000,000
Revenu Annuel au delà de.....5,000,000

PAIEMENT MUTUELLE.

Tout l'accident des bénéfices, après prélèvement du coût actuel de l'assurance est remboursé aux détenteurs de polices.

Pour billets et renseignements s'adresser aux principaux marchands de musique et bijouteries, et à la salle du revenu d.

COMITÉ DE RÉCEPTION.
Col. John Glynn, Jr., chairman.
Capt. John Augustin. Jas. J. Day,
J. N. Marks,
Chas. Pfisterer, C. Noble,
P. A. Lebeg, E. C. Burns,
Jos. Hartig, J. Legard,
A. Caplanelle, T. Lougare.

Les polices seront ouvertes à 7 heures et demie et le Concert commencera à 8 heures.

Les messieurs composant le comité de réception, les Chef Managers et le comité d'arrangements sont priés de se réunir à la salle vendredi à 7 heures précises.

J. N. AUGUSTIN,
Chairman Com. d'Arrgts.

2 février

Second Bal Anniversaire donné par la Société d'Assistance Mutuelle des Charpentes Calfeutreurs, à l'occasion du Mardi, mardi 2 février 1875.

DIRECTEURS HONORAIRES.

L. Chapizin,	A. Maire,
Alf. Hirsinna,	Chas. Lacombe,
Ed. Deschenal,	J. Dupré,
J. Trenchi,	J. Marchal,
L. L. Zoll,	F. J. Molon,
L. Lamotte,	P. Levy,
S. B. Farnham,	A. Alciatore,
K. Fischer,	L. Le Cuellier,
L. Mercier,	M. Brisset,
F. Tappenbeiner,	J. Lelianet,
M. Vonderbank,	Germain Reiy,
A. Lafaye,	J. Billaud,
Paul Roques,	F. Brunet.

Hugh Cassidy.

COMITÉ DE RÉCEPTION.

| | |